**Remarques**

Tout acte de procédure est présenté sur un papier blanc de bonne qualité, de format 21,5 cm sur 28 cm. Toutefois, pour les documents accompagnant une demande, le format du papier peut être de 21,5 cm sur 35,5 cm.

(art. 14 *Règlement du Tribunal des professions*, RLRQ, c. C-26, r. 10)

Une demande préliminaire ou incidente doit être signifiée avec avis de présentation aux parties ainsi qu’au secrétaire au moins 3 jours ouvrables avant la présentation, sauf en cas d’urgence où le Tribunal des professions peut abréger le délai.

Cette demande doit également, dans le même délai, être produite au greffe du Tribunal.

Elle doit être accompagnée de tout ce qui est nécessaire à son étude notamment des actes de procédures, pièces, dépositions, procès-verbaux, jugements ou extraits de ces documents de même que des dispositions réglementaires ou législatives invoquées, à l’exception de la *Loi constitutionnelle de 1982*, du *Code civil du Québec*, du *Code de procédure civile* et du *Code des professions*.

(art. 7 *Règlement du Tribunal des professions*)

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE [indiquer le district]

No : [à remplir par le greffier du Tribunal]

C.D. : [indiquer le numéro de dossier du Conseil de discipline]

TRIBUNAL DES PROFESSIONS

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**[INDIQUER votre nom]**, domicilié et résidant au [indiquer votre adresse], district de [indiquer le district]

DEMANDEUR-intimé

c.

**[INDIQUER LE NOM DE LA PARTIE INTIMÉE]**, en qualité de syndic adjoint de [indiquer le nom de l'ordre professionnel], ayant une place d’affaires au [indiquer l'adresse], district de [indiquer le district] – ou – domicilié et résidant au [indiquer l'adresse], district de [indiquer le district]

INTIMÉ-plaignant

et

**[INDIQUER LE NOM DU MIS EN CAUSE]**, en qualité de secrétaire du Conseil de discipline de [indiquer le nom de l'ordre professionnel], ayant une place d’affaires au [indiquer l'adresse], district de [indiquer le district]

MIS EN CAUSE

**DEMANDE Pour prolongation DE DÉLAI POUR INTERJETER appel**

(Articles 164 et 165 al. 2 du *Code des professions*)

Par le demandeur

**À L’UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC SIÉGEANT AU TRIBUNAL DES PROFESSIONS, LE DEMANDEUR EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :**

[Exposer succinctement les faits et les motifs au soutien de la demande pour prolongation de délai pour interjeter appel. Référer, dans vos allégations, aux pièces au soutien de votre demande.]

1. Le [indiquer la date à laquelle la plainte disciplinaire est déposée], une plainte disciplinaire est déposée contre le demandeur. Cette plainte comporte [indiquer le nombre de chefs] chefs :

Chef 1 : [préciser l'accusation];

Chef 2 : [préciser l'accusation];

[…].

2. Le [indiquer la date à laquelle la décision sur culpabilité du Conseil de discipline est rendue], une décision sur culpabilité du Conseil de discipline de [indiquer le nom de l'ordre professionnel] a trouvé le demandeur coupable des chefs [indiquer le numéro des chefs] et l’a acquitté des chefs [indiquer le numéro des chefs], tel qu’il appert de la décision sur culpabilité, **pièce R-1**.

3. Le [indiquer la date à laquelle la décision sur sanction du Conseil de discipline est rendue], une décision sur sanction du même Conseil de discipline est rendue. Elle impose [indiquer la sanction imposée par le Conseil de discipline], tel qu’il appert de la décision sur sanction, **pièce R-2**.

4. Le Conseil de discipline a erré dans [« la décision » ou « les décisions »] sur [« culpabilité » et/ou « sanction »] et le demandeur souhaite interjeter appel de [« cette décision » ou « ces décisions »].

5. L’appel du demandeur a des chances raisonnables de succès puisque [exposer ces chances raisonnables de succès].

6. Le demandeur a été dans l’impossibilité d’interjeter appel dans le délai prescrit par la loi puisque [exposer ce qui vous a empêché d'agir dans le délai prescrit].

7. Le demandeur souhaite interjeter appel [« de la décision » ou « des décisions »] sur [« culpabilité » et/ou « sanction »] pour les motifs qui suivent.

**I.   Décision sur culpabilité**

8. [Si votre appel porte sur la culpabilité, exposer succinctement les moyens d'appel relatifs à la décision sur culpabilité du Conseil de discipline. Préciser si le Conseil a commis une erreur manifeste et dominante dans l'appréciation de la preuve et/ou dans l'application du droit aux faits.]

**II.   Décision sur sanction**

9. [Si votre appel porte sur la sanction, exposer succinctement les moyens d'appel relatifs à la décision sur sanction du Conseil de discipline. Préciser si la sanction est manifestement non indiquée et/ou si une erreur de principe, telle une erreur de droit, a été commise par le Conseil qui a eu une incidence sur la détermination de la sanction.]

**POUR CES MOTIFS, PLAISE AU TRIBUNAL DE :**

**ACCUEILLIR** la présente demande pour prolongation de délai pour interjeter appel;

**AUTORISER** le demandeur à interjeter appel hors délai [« de la décision » ou « des décisions »] sur [« culpabilité » et/ou « sanction »] du Conseil de discipline de [indiquer le nom de l'ordre professionnel] [« rendue » ou « rendues »] le [indiquer la date à laquelle le Conseil de discipline a rendu sa ou ses décisions] dans le dossier portant le numéro [indiquer le numéro de dossier du Conseil de discipline];

**LE TOUT** [« avec » ou « sans »] déboursés.

[Nom de la ville], le [indiquer la date à laquelle l'acte est signé]

[Signature]

[Nom partie non représentée]

Partie demanderesse

[Adresse]

[Numéro de téléphone]

[Numéro de télécopieur]

[Adresse électronique]

**DÉCLARATION SOUS SERMENT**

Je, soussigné, [indiquer votre nom], affirme solennellement ce qui suit :

1. Je suis la partie demanderesse dans la présente demande;
2. J’ai connaissance des faits allégués dans la présente demande;
3. Tous les faits allégués dans la demande à laquelle est jointe la présente déclaration sous serment sont vrais.

ET J’AI SIGNÉ,

[Signature]

[Nom partie non représentée]

Partie demanderesse

AFFIRMÉ SOLENNELLEMENT devant moi à [indiquer la ville] ce [indiquer la date à laquelle la déclaration est signée]

[Signature de la personne recevant le serment]

Commissaire à l’assermentation pour le district de [indiquer le district]

**Avis de présentation**

À : [indiquer le nom de la partie à qui est signifiée la demande]

[Adresse]

[Adresse électronique]

Partie [indiquer la position de la partie]

**PRENEZ AVIS** que la présente *Demande pour prolongation de délai pour interjeter appel* sera présentée pour décision devant le Tribunal des professions du district de [« Montréal » ou « Québec »], au Palais de justice de [« Montréal » ou « Québec »], situé au [« 1, rue Notre-Dame Est » ou « 300 boulevard Jean Lesage »], en salle **[« 14.03 » ou indiquer un autre numéro de salle si la demande est présentée au Palais de justice de Québec]**, le **[indiquer la date retenue]**, à **9 h 30**.

**VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.**

[Nom de la ville], le [indiquer la date à laquelle l'acte est signé]

[Signature]

[Nom partie non représentée]

Partie demanderesse

[Adresse]

[Numéro de téléphone]

[Numéro de télécopieur]

[Adresse électronique]

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE [indiquer le district]

C.D. : [indiquer le numéro de dossier du Conseil de discipline]TRIBUNAL DES PROFESSIONS

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**[INDIQUER votre nom]**

DEMANDEUR-intimé

c.

**[INDIQUER LE NOM DE LA PARTIE INTIMÉE]**, [le cas échéant, indiquer la qualité de syndic de la partie intimée]

INTIMÉ-plaignant

et

**[INDIQUER LE NOM DU MIS EN CAUSE]**, en qualité de secrétaire du Conseil de discipline de [indiquer le nom de l'ordre professionnel]

MIS EN CAUSE

**ANNEXES AU SOUTIEN DE LA DEMANDE pour prolongation de délai pour interjeter appel**

[Dresser la liste des annexes au soutien de la demande pour prolongation de délai pour interjeter appel]

Pièce R-1 : Décision sur culpabilité ([nom du président] (Président), [nom du membre] et [nom du membre] (Membres)), [date de la décision]

Pièce R-2 : Décision sur sanction ([nom du président] (Président), [nom du membre] et [nom du membre] (Membres)), [date de la décision]

[…]

Pièce R-1   Décision sur culpabilité ([nom du président] (Président), [nom du membre] et [nom du membre] (Membres)), [date de la décision]

[Insérer la pièce]

Pièce R-2   Décision sur sanction ([nom du président] (Président), [nom du membre] et [nom du membre] (Membres)), [date de la décision]

[Insérer la pièce]

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | No :  C.D. : [indiquer le numéro de dossier du Conseil de discipline]  TRIBUNAL DES PROFESSIONS  DISTRICT DE [INDIQUER LE DISTRICT]  [INDIQUER VOTRE NOM]  **DEMANDEUR - intimé**  c.  [INDIQUER LE NOM DE LA PARTIE INTIMÉE], [le cas échéant, indiquer la qualité de syndic de la partie intimée]  **INTIMÉ - plaignant**  et  [INDIQUER LE NOM DU MIS EN CAUSE], en qualité de secrétaire du Conseil de discipline de [indiquer le nom de l'ordre professionnel]  **MIS EN CAUSE**  **DEMANDE POUR PROLONGATION DE DÉLAI POUR INTERJETER APPEL**  (Articles 164 et 165 al. 2 du *Code des professions*)  Par le DEMANDEUR-intimé  **[«** **ORIGINAL » ou « COPIE »]**  [Indiquer votre nom]  [Adresse]  [Numéro de téléphone]  [Numéro de télécopieur]  [Adresse électronique] |  |